

Le Maire de Saint-Herblain,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Route,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté du 6 novembre 1992, livre I, huitième partie : "signalisation temporaire",

**SERVICE :**  
NANTES MÉTROPOLE

Vu la demande du 16 octobre 2024 présentée par le Pôle Loire-Chézine,

**ARRÊTÉ :**  
DPR-2024-1036

Considérant que pour réaliser des travaux sur le réseau de voirie (entretien, voirie, entretien signalisation horizontale et réfection définitive), rue Françoise Dolto (de la rue Simone de Beauvoir à la rue Angela Duval) à Saint-Herblain, il convient de réglementer la circulation et le stationnement dans cette voie,

**OBJET :**  
Arrêté DPR-2024-1036  
Abrogation de l'arrêté  
DPR-2024-0981-  
Réglementation en  
matière de circulation  
et de stationnement -  
travaux sur  
le réseau de voirie -  
circulation interdite -  
rue Françoise Dolto -  
de la date de  
notification  
du présent arrêté  
au 15 novembre 2024

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté DPR-2024-0981 du 08 octobre 2024.

**ARTICLE 2 :** Les dispositions du présent arrêté sont applicables pendant les travaux sur le réseau de voirie, rue Françoise Dolto à Saint-Herblain, **de la date de notification du présent arrêté au 15/11/2024.**

**ARTICLE 3 :** **Circulation des véhicules interdite** : rue Françoise Dolto, de la date de notification du présent arrêté au 15 novembre 2024 :

- ⇒ un itinéraire de déviation est mis en place dans les deux sens, rue Françoise Dolto, Rue Madeleine Brès, Chemin de la Solvardière ;

**ARTICLE 4 :** Le stationnement est interdit au droit des travaux, sauf pour les véhicules de chantier.

**ARTICLE 5 :** Neutralisation de la chaussée et des aires affectées par les travaux.

**ARTICLE 6 :** Un cheminement piéton, garantissant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, devra être mis en place et maintenu en tout temps.

**ARTICLE 7 :** La vitesse est limitée à 30 km/h au droit et aux abords du chantier.

**ARTICLE 8 :** La circulation des riverains, ainsi que le passage des véhicules de secours et des transports en commun, sera maintenue. Le passage des véhicules assurant la collecte des déchets sera maintenu pendant la durée des travaux aux jours et horaires habituels.

**ARTICLE 9 :** Report des deux roues sur la voie principale de circulation selon l'emprise des travaux.

**ARTICLE 10** : La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise **CHARIER GC BOUGUENAI**s chargée des travaux. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992 et le présent arrêté devra être affiché aux extrémités du chantier 48h à l'avance afin d'informer les riverains.

**ARTICLE 11** : L'arrêt ou le stationnement de tout véhicule, hors cadre de cette intervention, au droit des aires affectées par les travaux est considéré gênant et constitue une infraction au sens de l'article R417-10 paragraphe II 10° du Code la Route.

**ARTICLE 12** : Sanctions : toute circulation, tout stationnement ou tout arrêt de véhicule en infraction par rapport aux dispositions du présent arrêté, et notamment dans l'emprise délimitée pour l'exécution d'un chantier, est verbalisable en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Les services de police sont habilités à procéder à l'enlèvement de tout véhicule en infraction par rapport aux dispositions du présent arrêté.

**ARTICLE 13** : Toute dégradation et/ou salissure constatée sur la voie publique et imputable au chantier sera systématiquement suivie d'une réparation à la charge financière de l'entreprise.

**ARTICLE 14** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, ou par l'application Télérecours citoyens à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- ✓ Par le titulaire, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ;
- ✓ Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la Ville.

**ARTICLE 15** : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale et Monsieur le Directeur Général de Nantes Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À SAINT-HERBLAIN, LE 17 OCTOBRE 2024

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué à la Tranquillité publique et à  
la prévention des risques,

**Jocelyn GENDEK**

Publié le 17 octobre 2024